

La Lettre de la RMF UE



Cet éditorial me permet de sacrifier à la tradition et de présenter à chacun d'entre vous ainsi qu'à vos proches, mes vœux les plus sincères et les meilleurs pour l'année 2013. Cette nouvelle année s'annonce déjà riche de promesses pour la PSDC et l'actualité africaine n'a pas attendu pour nous rattraper, comme nous le rappelle le lancement de l'opération «Serval» au Mali.

L'Afrique est précisément un continent où la PSDC a trouvé un immense terrain d'application au service de la paix et de la sécurité. Elle peut utilement se combiner à d'autres instruments européens qui concourent à la sécurité de ce continent: ils seront l'objet de cette première édition de l'année 2013. Ils nous incitent ainsi à réfléchir à l'offre européenne en matière de sécurité dans la globalité, et, l'actualité aidant, en cohérence avec de véritables stratégies globales comme au Sahel ou dans la corne de l'Afrique.

Je vous souhaite une bonne lecture.

Général de corps d'armée Gilles Rouby
Représentant militaire de la France auprès de l'OTAN et de l'UE

Focus

MICOPAX, un exemple de stratégie indirecte de l'UE

L'Union européenne, s'appuyant sur le levier que constituent les instruments financiers à sa disposition, développe également une stratégie d'action indirecte en Afrique. Celle-ci vise au soutien des organisations, régionale ([Union Africaine](#)) ou sous-régionales ([CEDEAO](#), [CEEAC](#), [SADC](#), [IGAD](#)..) en charge de la sécurité collective du continent. Elle s'inscrit dans le cadre du [partenariat stratégique UE-Afrique](#), dont un des volets essentiels, dans le domaine de la sécurité, est le soutien des [opérations de soutien de la paix \(OSP\)](#) africaines, initié par le soutien à l'[AMIS \(African Mission in Sudan\)](#) en 2007.

La [mission de consolidation de la paix en République centrafricaine \(MICOPAX\)](#) a été lancée en juillet 2008 et est placée sous la responsabilité de la [Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale \(CEEAC\)](#). Succédant ainsi à l'opération FOMUC, la MICOPAX a pour objectif de contribuer à la paix et la sécurité de manière durable en appuyant la mise en place des conditions nécessaires au développement en République centrafricaine. Son mandat, renouvelé en février 2012, intègre aussi la sécurité intérieure. Il recouvre les actions suivantes: protection de la population civile, sécurisation du territoire, participation au processus de réconciliation nationale, facilitation du dialogue politique initié par le président Bozizé. La mission soutient également le désarmement, la démobilisation et la réintégration des anciens combattants. Forte de 550 personnes, dont 400 militaires issus des contingents provenant des Etats membres de CEEAC et 150 policiers civils, la MICOPAX est déployée au Nord-Ouest du pays dans les anciennes zones rebelles.

Le soutien de l'Union européenne à la MICOPAX prend la forme d'une contribution financière. Celle-ci est ancienne: avant la MICOPAX, la FOMUC en avait bénéficié de 2004 à 2008. L'aide fournie de 2004 à 2012 se monte à 96 millions d'euros, dont 14 pour la seule année 2012. L'outil utilisé pour ce soutien est une enveloppe spécifique du [Fonds européen de développement \(FED\)](#), créée en 2003, et appelée Facilité de paix pour l'Afrique. Il ne relève pas du budget de l'Union, dont le FED est distinct. Sa gestion courante est toutefois confiée à la Direction générale développement et coopération (DEVCO) de la Commission européenne, responsable de la gestion de l'apport financier et du contrôle et de la surveillance de l'évolution de la mission. Par contre, les décisions de portée générale relèvent du comité directeur du FED, qui regroupe les représentants des Etats membres.

La vocation de la Facilité de paix est de contribuer à l'amélioration des capacités de l'[Union Africaine \(UA\)](#) et des Communautés Economiques Régionales (CER) dans la planification et la conduite des opérations de soutien à la paix sur le continent. Le financement des opérations de soutien à la paix en représente l'activité principale, avec près de 75% des montants engagés depuis sa création.

La MICOPAX est un exemple concret d'une stratégie indirecte européenne au cœur de l'Afrique. Fondé sur la coopération européenne et africaine, elle témoigne de l'éventail des capacités de l'UE, qui dispose, à côté des outils de la [politique de sécurité et de défenses commune \(PSDC\)](#), de la palette complète des moyens d'une approche globale dans la gestion des crises.



Le conseil des affaires étrangères a été convoqué pour une session extraordinaire le 17 janvier pour aborder les dernières évolutions de la situation au Mali, et faire le point sur les possibles actions de l'UE en appui. A cette occasion, a été prise la décision d'établissement de la mission EUTM Mali comprenant la nomination de son chef, le général de brigade Lecointre.



European Air Transport Command un exemple du succès de *pooling & sharing*

Inauguré à Eindhoven (Pays Bas) en septembre 2010, [l'European Air Transport Command \(EATC\)](#) accueille un nouvel Etat participant depuis le 22 novembre 2012. Le Grand Duché du Luxembourg a, en effet, officiellement rejoint les 4 membres fondateurs du commandement du transport aérien européen : l'Allemagne, la Belgique, la France et les Pays-Bas.

Cette adhésion confirme la pertinence du modèle développé au sein de l'EATC, souvent cité comme un exemple réussi de «*Pooling and Sharing*».

A ce titre, les déterminants qui font ce succès méritent d'être analysés pour être appliqués à d'autres projets de coopération.

L'EATC répond d'abord à un vrai besoin opérationnel, qui vise à optimiser l'emploi des flottes de transport aérien militaire identifiées comme déficitaires de longue date. Il est ensuite le fruit d'une forte volonté politique. Enfin, son fonctionnement garantit la souveraineté des nations participantes.

Dans la pratique, les nations membres de l'EATC ont accepté un transfert d'autorité pragmatique, dans les 2 piliers qui structurent le commandement du transport européen :

Le pilier opérationnel, assure le contrôle opérationnel (OPCON) de la plupart des avions de transport et de ravitaillement en vol des 5 nations. Au quotidien, il développe pleinement les synergies, en planifiant et en suivant les missions d'environ 150 appareils, notamment au titre du soutien des opérations où sont engagées les 5 nations. Parallèlement, l'autonomie et la souveraineté des 5 nations sont préservées, puisque, à tout moment et sans justification, celles-ci peuvent reprendre l'OPCON de leurs avions.

En 2012, quelques 7 700 missions dont 186 de ravitaillement en vol ont été réalisées. Cela représente plus de 47 000 heures de vol et 20 000 tonnes de fret, 350 000 passagers et parachutistes transportés. Les échanges ne cessent d'augmenter, les missions échangées ou partagées (transport simultané de pax/fret d'au moins 2 nations) représentent désormais plus de 11% du total des missions de transport effectuées.

Le pilier fonctionnel constitue le creuset de l'interopérabilité et le pôle d'expertise du transport aérien militaire des 5 nations. Dans tous les domaines (emploi, soutien opérationnel, technique et logistique), il harmonise les règlements, standardise les procédures, initie et valorise des exercices conjoints (exercice tactique EATT - *European Air Transport Training*).

Ses travaux ont déjà abouti à plusieurs réalisations concrètes et son rôle sera déterminant dans la standardisation de l'emploi de l'[A400M](#).

Pour l'avenir, les opportunités de croissance de l'EATC résident dans l'élargissement à d'autres nations (ES prochainement) et le développement de capacités nouvelles comme les avions MRTT (*Multi Role Transport Tanker*).



L'Union européenne dans le Golfe de Guinée

La multiplication des incidents de sécurité liés à la piraterie dans le Golfe de Guinée ont amené l'Union européenne à lancer un projet pour contrer ces menaces. Outre l'importance stratégique de la zone, les activités criminelles et de piraterie peuvent aussi constituer un facteur de déstabilisation pour

chacun des pays de la région car, au-delà du simple banditisme, elles favorisent les trafics d'armes et de drogues ou encore la traite d'êtres humains.

A ce titre, l'Union européenne a lancé le programme CRIMGO (routes maritimes critiques du Golfe de Guinée), qui vise à aider un certain nombre de pays d'Afrique occidentale à sécuriser leurs principales routes maritimes en assurant une meilleure formation des gardes-côtes et la constitution d'un réseau d'échange d'information entre les nations concernées. Il s'agit d'une alternative à la Politique de Sécurité et de Défense Commune, utilisant pour cela «l'instrument de stabilité long terme»

L'apport de l'UE est essentiellement financier et se chiffre à environ 4,5 millions d'euros. Cet appui est mis en place dès à présent dans 7 Etats côtiers africains: le Bénin, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Nigéria, São Tomé-et-Principe et le Togo. La professionnalisation des acteurs de la sécurité maritime de ces Etats (forces navales, gardes-côtes et autorités portuaires) devrait permettre d'améliorer leurs capacités technologiques et leurs systèmes de renseignement afin d'assurer la surveillance efficace de l'ensemble de leur zone économique. Ensuite, cela facilitera la coopération entre les pays de la région en leur donnant des normes communes dans ce domaine particulier. A plus long terme, cela contribuera à dynamiser les échanges et la croissance, et permettra aux populations de mieux assurer leur subsistance.

L'UE participe à cette action au titre de son instrument de stabilité. Ce dernier est composé de deux piliers principaux: le volet à court terme, dédié aux actions de prévention et de réaction aux crises et le volet long terme divisé en trois priorités: la lutte et protection contre la prolifération d'armes de destruction massive, le renforcement des capacités de réponse des pays non-UE aux menaces transfrontalières comme le terrorisme et le crime organisé et, enfin, le développement des capacités de préparation aux situations d'avant et d'après-crise. Dans le cas présent, il s'agit des fonds du volet à long terme qui sont mis en œuvre. A titre indicatif, cette partie de l'instrument de stabilité dispose d'un budget global de 484 millions d'euros pour la période 2007-2013. La commission européenne supervise la gestion de l'instrument de stabilité. La responsabilité des priorités une et deux du volet long terme est confiée à la [Direction générale Développement et Coopération EuropeAid](#) (DEVCO).



Général de corps d'armée Gilles Rouby
Représentant militaire de la France auprès de l'OTAN et de l'Union européenne

Né le 26 août 1956 à Nevers, le général de corps d'armée Gilles Rouby intègre l'[Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr](#) en 1976. Il effectue sa première partie de carrière au sein de l'arme des transmissions, avant de réussir le concours de l'[Ecole de guerre](#) en 1989. Chef de corps du 28° RT de 1999 à 2001, il s'oriente ensuite vers des postes à dominante «relations internationales» et «communication» qui l'amèneront à servir à l'état-major des armées et comme conseiller auprès du chef d'état-major de l'armée de Terre avant d'être auditeur au Centre des Hautes Etudes Militaires et à l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale. Affecté en 2007 au siège de l'Alliance atlantique, comme adjoint au Représentant militaire français, il est nommé chef de la Représentation militaire française auprès du [grand quartier général des puissances alliées en Europe](#) en 2009, puis Représentant militaire de la France auprès de l'[OTAN](#) et de l'UE. Le GCA Rouby a servi à deux reprises en République fédérale d'Allemagne, il a participé à la première guerre du Golfe et a été déployé successivement au Rwanda, au Kosovo et en République démocratique du Congo. Officier de la Légion d'Honneur et commandeur de l'Ordre National du Mérite, le GCA Rouby est marié et père de quatre enfants et trois fois grand-père.

1) L'année s'annonce riche en événements, comme vous le dites dans l'éditorial. Quels sont les grands défis qui attendent l'Union européenne sur les questions de défense?

L'année 2013 est effectivement une année importante pour l'Europe de la défense. On peut raisonnablement estimer que nous avons deux types de défis à relever: les défis internes ou liés au fonctionnement des institutions et ceux posés par notre rôle sur la scène internationale. Sur le plan institutionnel, il nous faut réussir à transposer les acquis du traité de Lisbonne en capacités fonctionnelles tout en renforçant la cohésion de l'UE. L'UE doit pour cela gagner en efficacité et en fluidité dans la mise en œuvre des outils qu'elle s'est donnée. A ce titre, la tenue du Conseil européen de décembre 2013 est une perspective très importante, car il doit permettre des progrès pour la PSDC.

Un autre défi de l'année 2013 pourrait être celui concernant la capacité de l'UE à tenir son rang de façon efficace sur l'échiquier international. Il faut, dans ce domaine, concrétiser les progrès réalisés depuis 2009 en affinant nos stratégies sur les zones de crises africaines notamment. La relation avec l'OTAN doit aussi être améliorée en recherchant un meilleur équilibre entre Européens et Américains. L'évolution géostratégique du monde et des menaces nous y incite.

2) En 2005, dans la conclusion de votre étude OTAN/ UE partenariat ou concurrence vous expliquez que «*compte tenu de l'échec des nombreuses démarches «en douceur» entreprises depuis quinze ans, seul un électrochoc semble aujourd'hui en mesure de réveiller une Europe militairement endormie* ». Est-ce que les choses ont évolué et qu'est ce qui selon vous pourrait produire un tel électrochoc?

Les répercussions de la crise économique en cours pourraient constituer un électrochoc. Il n'est pas un pays de l'UE qui ne voit son budget de défense grevé par les contraintes financières actuelles. Or, il est regrettable qu'avec, en cumulé, 1,6 millions d'hommes et de femmes sous les armes et un budget de plus 190 milliards d'euros nous ne puissions pas faire beaucoup plus. Cette situation mise en perspective avec l'évolution de la donne stratégique (printemps arabe, crises au Sahel, terrorisme international, au Proche, Moyen et même Extrême-Orient) et le recentrement américain sur le Pacifique constitue une occasion favorable pour un renforcement de l'Europe de la défense.

Malheureusement la dynamique européenne sur les questions de défense est gelée: ce qui prive implicitement l'Europe d'une capacité essentielle: celle d'exister sur la scène mondiale en tant qu'acteur de sécurité.

3) La relation franco-allemande reste au cœur de la dynamique européenne. Quel peut être l'apport d'une telle relation dans l'édifice de l'Europe de la défense?

Au-delà de la dimension symbolique de la relation franco-allemande, qui est en soi un signal fort, en particulier dans le processus de réconciliation qui a été mené, cette coopération est fondamentale pour la construction européenne et en particulier pour son volet défense pour plusieurs raisons. Tout d'abord cette coopération est ancienne, la Brigade franco-allemande par exemple a fêté ses 20 ans en 2009 et l'Eurocorps en 2012, et pendant toutes ses années, les états-majors, bataillons et régiments de ces unités ont acquis une expérience et une culture commune qui facilite leur travail au quotidien, mais aussi sur le plan opérationnel.

Celle-ci s'appuie sur des coopérations politiques et militaires fortes et permanentes, le [Conseil Franco-Allemand de Défense et de Sécurité \(CFADS\)](#) qui réunit le Président et la Chancelière avec les ministres de la défense et des Affaires étrangères ainsi que les chefs d'Etat-major des Armées tous les six mois, ou dans le domaine de la défense, le groupe franco-allemand de coopération militaire (GFACM) avec la mise en place d'une «vision commune 2030» dans le domaine capacitaire. L'Allemagne et la France capitalisent aussi sur l'avenir en développant des initiatives de formations communes telles que les Écoles franco-allemandes du Tigre (EFA), le centre de formation franco-allemand des contrôleurs aériens avancés (CFAA de Nancy) ou encore l'échange et la formation conjointe d'officiers qui représentent un modèle pour le concept d'Erasmus militaire développé par la présidence française de l'UE.

Ensuite elle a valeur d'exemple, compte tenu de nos passés respectifs en Europe. Le caractère unique de cette relation et le poids de nos deux nations les placent naturellement au cœur du système européen.

Il est d'ailleurs intéressant de constater que dans l'histoire de la PESD/ PSDC, l'entente au sein du couple franco-allemand est la condition préalable à des avancées significatives en matière de défense.



Rédacteur en chef :
Capitaine Anthony DUPATY

